

## **COMMUNIQUE : un mélange des rôles dangereux et très inquiétant L'Éducation nationale ne doit pas devenir Police nationale**

**Le ministre de l'Éducation nationale avançait, lors du congrès de la Peep, l'idée de permettre aux personnels de direction et aux CPE de faire ouvrir le cartable ou de fouiller l'élève suspecté de vouloir introduire des armes dans leur établissement scolaire.**

**Mesure-t-il la gravité de cette annonce ?**

**Les personnels de l'Éducation nationale ne sont pas des fonctionnaires de Police ou de gendarmerie. Chacun a son rôle et ses compétences au sein de la République.**

**Qu'apporterait une modification de la loi dans ce sens pour répondre aux problèmes de violence scolaire ?**

**Assurément rien. Si un personnel de direction ou un CPE fouillait l'élève et trouvait une arme, il appellerait immédiatement la Police ! Dans tous les cas récents d'introduction d'arme par un élève dans l'enceinte d'un établissement scolaire, si le chef d'établissement s'était douté de quelque chose, il aurait appelé évidemment la Police ou la Gendarmerie. Nous travaillons depuis longtemps en partenariat.**

**Le snU.pden-FSU dénonce fermement cette mesure. Nous refuserons de devenir des agents supplétifs des forces de sécurité.**

**Le snU.pden-FSU considère que toutes les mesures proposées ces derniers temps (portillons détecteurs aux entrées des établissements scolaires, création d'une « force mobile d'agents », compétences policières données aux personnels de l'Éducation nationale) ne règlent en rien les problèmes de violences scolaires. La médiatisation à outrance des événements graves et récents fait penser que les violences graves augmentent, ce n'est statistiquement pas le cas. Le snU.pden-FSU dénonce fermement ces actes mais demande au ministre la mise en place d'une réelle politique de prévention ce qui ne peut se faire qu'en ayant des équipes complètes et formées dans les établissements scolaires (assistantes sociales, infirmières, COP, CPE...). Par ailleurs nous avons besoin de travailler en partenariat avec les autres institutions, associations qui mènent une politique de prévention en direction des jeunes et de leurs familles. Nous déplorons que ces dernières se voient depuis maintenant plusieurs années réduire drastiquement leurs budgets ou même pour certaines destituer de leurs missions de prévention (PJJ par exemple).**

**Ce n'est pas en menant une politique uniquement répressive que la violence diminuera.**

**Le secrétariat général du snU.pden-FSU  
Vendredi 22 mai 2009**